



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 7, numéro 18

Avril-Juin 2024

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/UXFE3649>

REGARD CROISE DE LA GEOPOLITIQUE MONDIALE SUR LE PROGRAMME NUCLEAIRE MILITAIRE IRANIEN

Sabiti SALEH RAMAZANI

Chef de Travaux au Département des Relations Internationales à l'Université Libre de Kinshasa et
Docteur à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article révèle que l'enjeu que représente le programme nucléaire de la République islamique d'Iran détermine la politique et la place du pays dans la géopolitique mondiale. Pour des questions de souveraineté, elle le considère comme un droit inaliénable, s'opposant à la non-prolifération par son usage militaire et non strictement énergétique. Malgré les efforts internationaux pour négocier l'arrêt du développement du nucléaire à usage militaire, ce régime semble proche du seuil et la communauté internationale s'y prépare.

Mots-clés : *Géopolitique mondiale, Programme nucléaire, Iran.*

ABSTRACT

This paper reveals that the stakes involved in the Islamic Republic of Iran's nuclear program determine the country's policy and place in world geopolitics. For reasons of sovereignty, it considers nuclear power to be an inalienable right, opposing non-proliferation through its military rather than strictly energy-related use. Despite international efforts to negotiate a halt to the development of nuclear power for military use, this regime seems close to the threshold, and the international community is preparing for it.

Keywords : *Global geopolitics, Nuclear program, Iran.*

INTRODUCTION

Depuis 2005, l'Iran a annoncé à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique « AIEA » la reprise de ses activités nucléaires à l'usine Ispahan, après

sa suspension par moratoire en 2004. S'en est suivi d'autres reprises sur d'autres sites à travers le pays.

Au regard de cette attitude, nombreux sont ceux qui pensent que la République Islamique d'Iran est effectivement dans la quête d'acquisition de l'arme nucléaire en vue de garantir à la fois ses frontières et prévenir toute ingérence étrangère, et en même temps, préserver les acquis de son système politique (fruit de la révolution de 1970) et accéder au leadership du monde arabo musulman ou de la région. Le 13 avril 2024 la Radio France Internationale confirme que la République Islamique d'Iran a dépassé vingt-sept fois son enrichissement nucléaire civil.

Partant de ces informations, il y a lieu de savoir les mobiles de cette reprise. La question sécuritaire semble être au centre de ses mobiles car, isolée dans la zone du Moyen-Orientale et entouré par des puissances nucléaires que d'armement américain (son ennemi). Par ailleurs, elle est également stressée du fait de son histoire avec les puissances occidentales sur cette même question du nucléaire.

Cette analyse se distingue de Dina Esfandiary et Claire Despreaux en ce que ces dernières analysent la construction de l'arme nucléaire iranienne sous la suspicion de la communauté internationale. Et Adrien Lopez aborde le même sujet sous l'angle juridique, en le qualifiant de tricheur par rapport au Traité de Non-Prolifération.

Etant dans une étude régionale, mettant face à face les Etats sur la question de contrôle stratégique du Moyen-Orient, il appert que la méthode géopolitique est conforme. Le documentaire, les interviews et les éléments sonores nous ont aidé dans l'élaboration de cette publication.

Le présent article se structure en deux points principaux à savoir : état de situation du programme nucléaire iranien et programme nucléaire iranien au cœur de la géopolitique mondiale.

I. ETAT DE SITUATION DU PROGRAMME NUCLEAIRE IRANIEN

En 1908 la République Islamique d'Iran découvre le pétrole dans son sous-sol mais, sans une énergie et technologie adéquate pour son exploitation.

Après plusieurs années de réflexion, elle crée en 1959 un Centre de recherche nucléaire de Téhéran (CRNT) qui fut équipé par un réacteur nucléaire de recherche d'une puissance de 5MW fourni par le gouvernement américain et mise en opération en 1967. Ce réacteur fonctionnait avec de l'uranium hautement enrichi.

En 1968, l'Iran signe le Traité de Non-Prolifération et le ratifie en 1970. En 1975 le Shah par ses conseils argentins, français, anglais et américains, il signe avec les Etats-Unis un accord de fourniture d'uranium en vue de lui fournir l'uranium pour faire fonctionner huit réacteurs nucléaires avec l'idée de construire une station de transformation de l'uranium régional. Dans ses projections avec l'aide des Etats-Unis d'Amérique, le Shah d'Iran prévoyait construire 23 centrales nucléaires jusqu'à 2000.

Après la Révolution Islamique de 1979, ses partenaires occidentaux remettent en cause les accords en raison du changement et des incidents qui ont survenus.

En conséquence le gouvernement iranien a suspendu ses paiements et a essayé de négocier le prêt en faisant pression sur la France, notamment en supportant des groupes de résistance arabe, dont le Hezbollah, qui avaient pris des citoyens Français en otage dans les années quatre-vingt. En 1982, le président François Mitterrand a refusé de fournir l'uranium enrichi à l'Iran, qui réclamait aussi une dette d'un milliard de dollars.

C'est dans ce contexte que les autorités de la Révolution iranienne, informeront l'AIEA de ses projets de reprendre son programme nucléaire suspendu par l'Ayatollah Khomeiny, en utilisant du combustible nucléaire enrichi en Iran. En 1983, l'AIEA a même planifié de fournir de l'assistance à l'Iran dans le cadre d'un programme d'assistance technique.

Un rapport de l'AIEA disait clairement que son but était de contribuer à la formation d'une expertise locale et de la main d'œuvre nécessaire afin de soutenir un ambitieux programme dans le champ de la technologie des réacteurs nucléaires et du cycle combustible. Cependant, l'AIEA a été forcée de terminer ce programme sous la pression américaine.

En 2005, le président Mahmoud Ahmadinejad réhabilita le programme dans l'objectif d'obtenir l'arme nucléaire afin de protéger son territoire national. Car, d'abord, la République d'Iran est entourée par des bases ou entrepôts militaires américains (Turquie, Kurdistan indépendant, Irak, Koweït, Oman, Pakistan, Afghanistan et Ouzbékistan).

En plus, elle est voisine des puissances nucléaires dont Israël, pro américain, qui par ailleurs reçoit des Etats-Unis les Ogives lourdes du genre Blu-17 d'une tonne, adaptées à l'attaque contre les bunkers iraniens. Ces armes sont stockées à la base Diego Garcia dans l'océan indien où ont été transférés les bombardiers B-2 capables de franchir les défenses anti aériens. Ces bombardiers seraient prêts à détruire 10.000 objectifs, en Iran, en quelques heures.

L'Iran se sent en effet comme une nation isolée, encerclée par les voisins assez hostiles à travers lesquels, elle ne se reconnaît pas et sait qu'elle n'est guère tenue en haute estime. Cette représentation mentale, ce pathos de l'encercllement, joue un rôle important dans ses prétentions nucléaires.

Outre le Pakistan qui venait quelque peu de briser la coopération avec les Etats-Unis au profit de la Chine tout en rassurant l'Arabie Saoudite de sa protection, alors que cette dernière est adversaire de la République Islamique d'Iran. Lors d'une visite au Pakistan, fin mars de l'année 2021, du Prince Bandar, le chef de la sécurité nationale saoudienne a affirmé l'existence de l'alliance entre les deux Etats.

En effet, le Pakistan a promis de fournir des troupes pour mater toute révolution colorée, concoctée par les Etats-Unis dans le royaume saoudien, et d'offrir une protection nucléaire à celui-ci, de le rendre moins vulnérable au racket des Etats-Unis, menaçant de laisser l'Iran s'occuper de son sort.

Quant à la nouvelle coopération sino-pakistanaise, non seulement un ultimatum a été donné aux Américains contre toute éventuelle attaque au Pakistan, mais aussi cette coopération concrétisée par la visite en Chine du Premier Ministre pakistanais Yousouf Raza Gilani, pendant laquelle le gouvernement hôte a annoncé le transfert immédiat et sans frais de 50 avions de chasse à réaction, dernier modèle JF-17.

Avant son départ, Gilani a souligné l'importance de l'alliance entre le Pakistan et la Chine en affirmant : « nous sommes fiers de compter la Chine parmi nos meilleurs amis et de réaffirmer la confiance qui nous lie. La Chine pourra toujours compter sur le Pakistan pour être à ses cotes en toute circonstance... quand nous disons que cette amitié est plus grande que l'Himalaya et plus profonde que les océans, cela décrit parfaitement l'essence de cette relation ».¹ Cette déclaration a été accueillie avec indignation par les Américains.

Cette relation inquiète également l'Iran, car ils sont les puissances nucléaires continentales. Elle a également raison de se prémunir. L'Inde a un accord avec les Etats-Unis d'Amérique depuis 2001 qui lui offre un traitement spécial en matière commerciale, pays hostile à la République Islamique d'Iran. Il est donc, un allié stratégique aux américains. L'Inde constitue la deuxième puissance asiatique après la Chine.

Cependant, elle a des atouts vis-à-vis de son challenger comme son système universitaire inspiré du modèle britannique plus performant que les universités chinoises. Avec son allié, l'Inde anglophone s'insère plus facilement dans la mondialisation. Elle se spécialise dans l'ingénierie, les technologies de l'information et les biotechnologies, tandis que la Chine se consacre pour le moment essentiellement à la sous-traitance industrielle et l'Iran se débrouille encore dans l'industrie.

Depuis la Révolution Islamique de 1979, les Etats-Unis ne souhaitent pas avoir quelque contact que ce soit avec le gouvernement iranien, et appliquent à l'Iran des sanctions économiques très rigoureuses. Il semble qu'aux Etats-Unis, une partie au moins des responsables, confiants dans les déclarations d'Iraniens en exil, ont d'abord pensé que le régime allait s'effondrer spontanément dans des délais très rapides, et qu'il suffisait d'attendre sa chute. Dans une large mesure, l'attitude des Etats-Unis est guidée par la rancœur éprouvée par les Américains à la suite de la prise d'otages à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en 1979.

¹ Disponible sur <https://blogs.mediapart.fr>, consulté le 11 mars 2023.

Pendant des années, le comportement de la diplomatie américaine a été inspiré par le souvenir de l'humiliation subie et la volonté de punir les auteurs de ce crime. Ces sentiments n'ont sans doute pas disparu, mais ce qui l'a emporté surtout, en particulier, c'était l'entourage du Président George W. Bush, même si le Président Obama a tenté de faire semblant de rétablir les relations.

Pendant toute la durée de la guerre entre l'Iran et l'Irak, de 1980 à 1988, les Occidentaux ont plutôt accordé leur soutien à l'Irak, sans lui permettre cependant de l'emporter de façon décisive, et les attentats commis à Paris en 1986 par des agents iraniens avait apparemment pour objet de mettre fin au soutien accordé à Saddam Hussein par le gouvernement français. Ni les Américains, ni les Européens, n'ont protesté, si ce n'est pour la forme, lorsque Saddam Hussein a utilisé des armes chimiques contre les troupes iraniennes, aient fourni les agents chimiques employés par l'armée irakienne.

La Nuclear Posture Review, datant de janvier 2002, inclut l'Iran dans la liste des pays qui peuvent faire l'objet de frappes préventivement nucléaires, et cette déclaration a été reprise dans tous les documents publiés ultérieurement, par le gouvernement américain, sur la sécurité des Etats-Unis. Ces menaces, et celles qui ont été proférées par le Président George W Bush contre les pays de « l'axe du mal » permettent aux iraniens de soutenir, officieusement, que la possession d'armes nucléaire est pour eux le seul moyen de se protéger contre une agression américaine.

D'ailleurs, le discours de Jacques Chirac, le 19 janvier 2006, sur les nouvelles missions de la force nucléaire française, suivi immédiatement d'une déclaration du chef d'état-major des armées, considérant que l'Iran était une menace pour son pays, a été considéré par les Iraniens comme une menace directe contre la sécurité de leur pays.

Pour propager la révolution islamique et maintenir le système politique islamique ; l'Iran est à la quête de la puissance, elle est obligée d'avoir des zones sous son contrôle à travers la région pour propager sa vision, soutenir sa politique, d'où son soutien à Hezbollah, Hamas et d'autres pays Chiites à faible ou fort pourcentage des chiites même sunnites (Irak, Arabie Saoudite...).

Cependant, il faut nécessairement un pouvoir fort à l'intérieur, raison pour laquelle elle doit maintenir avec une capacité exceptionnelle son système politique unique hybride, car c'est celui-là, la machine de la vision de la Révolution. Avec la sanctuarisation de son territoire, ceci est possible car la stabilité le permettra.

Pour occuper le premier rang et avoir un rôle dans le monde arabo musulman, nul n'ignore aujourd'hui qu'il existe une rivalité forte entre l'Iran chiite et l'Arabie Saoudite sunnite. Les deux grands courants idéologiques islamiques.

En effet, chacun se cherche cette place pour être le représentant valable du monde arabo musulman. L'Iran accuse l'Arabie Saoudite d'être ami de Satan et ennemie numéro un de l'Islam, raison pour laquelle il doit occuper cette place afin d'être interlocuteur valable vis-à-vis d'autres mondes. Démarche qui lui est contestée par l'Arabie Saoudite qui se veut le protecteur des vestiges islamiques et que c'est sur son sol que chaque année les musulmans viennent accomplir une recommandation divine, cinquième pilier de l'Islam ; en plus elle est le premier producteur du pétrole alors que l'Iran occupe la deuxième place.

Ainsi, l'islamisation du combat palestinien s'explique par une rivalité régionale apparue après la fin de la guerre froide entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. La guerre Iran-Irak ne constitua que le premier chapitre de cette rivalité géopolitique.

Les deux puissances interviennent dans le conflit palestinien en sapant l'influence historique de l'Organisation de Libération de la Palestine « OLP » dans les territoires occupés. Si Israël peut espérer trouver un compromis négocié avec les Saoudiens par le biais des Etats-Unis qui gardent une certaine influence sur l'Arabie Saoudite, tout dialogue semble pour le moment exclu avec l'Iran, notamment depuis l'arrivée au pouvoir à Téhéran en juin 2005 de l'ultra radical Mahmoud Ahmadinejad, lequel menace d'effacer Israël de la carte.

La riposte iranienne du 13 avril 2024 après une frappe aérienne israélien tuant les consultants iraniens à Damas en Syrie en est une illustration.

La radicalisation du régime iranien ne fait qu'approfondir l'isolement international de l'Iran. Cependant, c'est surtout l'incompatibilité et l'hostilité intrinsèque entre l'Arabie Saoudite, championne du wahhâbisme et l'Iran, promoteur de la Révolution Islamique Chiite, qui rend tout règlement régional impossible à court et à moyen terme.

Dans le but de répondre à des exigences économiques futuristes, dans les années 74 et 75, les dirigeants français ont révélé à Shah que le pétrole était un bien précieux pour être brûlé ; il fallait exporter ce qui était produit, ménager les réserves pour les générations à venir et produire de l'électricité d'origine nucléaire.

Cependant, des réflexions faites par des groupes de pression américains écartent cette idée française soutenant qu'un pays ayant des réserves de pétrole et de gaz naturel, aussi vaste que celles de l'Iran, n'a aucun besoin de produire de l'électricité d'origine nucléaire.

L'argument utilisé par les Américains était d'autant plus injustifié que les Iraniens ne pourraient absolument rien faire du plutonium produit à Bushehr puisqu'ils n'ont pas d'usine de retraitement et qu'il n'est pas question d'en construire. Au surplus, pour mettre un terme à cette querelle, les Russes, qui se sont chargés d'achever la construction du réacteur, ont conclu avec l'Iran un contrat stipulant qu'ils fourniront les combustibles de la centrale pendant dix ans, et que les combustibles irradiés devront être renvoyés en Russie.

Il n'y aura donc, pas de plutonium sur le territoire iranien, même pas dans des combustibles. Les Etats-Unis ne soutiennent plus aujourd'hui que le réacteur de Bushehr est dangereux ; au contraire, les propositions faites à l'Iran par les trois (Allemagne, France et Grande Bretagne), avec l'accord des Etats-Unis, prévoit spécialement la fourniture de réacteurs électronucléaires semblables à ceux qui sont construits en Europe. C'est pour revenir à la préoccupation iranienne.

Le régime islamique considère que sa conquête de la puissance nucléaire militaire renforcera sa position tant au plan international que national, car non seulement il voit dans cette obtention une assurance vie contre toute attaque extérieure, mais aussi lui donnera la cohérence décisionnelle qui lui fait

toujours défaut. L'Iran nucléaire a toutes les chances d'être la pierre angulaire du camp de l'islamisme dur au Moyen-Orient. Elle enracinerait et conforterait les radicaux en leur permettant de s'adosser à un Etat désormais hors d'atteinte des menaces de l'Occident.

II. PROGRAMME NUCLEAIRE IRANIEEN AU CŒUR DE LA GEOPOLITIQUE MONDIALE

Il y a lieu d'accepter que les erreurs commises depuis plusieurs années par les Occidentaux dans leurs rapports diplomatiques avec l'Iran sont invraisemblablement reprochables. Mais, cela ne peut ni justifier ni excuser les fautes commises par les Iraniens eux-mêmes.

La prise en otages est une opération injustifiable pour quelque raison que ce soit en droit international. Le principe d'extériorité prôné par les Etats dans leurs relations diplomatiques est clair. Les diplomates en poste ont immunité sur le plan politique et judiciaire. Cet acte est considéré comme une agression en droit international. Ce fait constitue l'objet d'une rancœur jusqu'à ce jour auprès du gouvernement américains.

Les déclarations du Président Ahmadinejad sur Israël, sont des fautes tout aussi graves. Car, assimilées aux déclarations de guerre anticipées.

Ce discours s'est nettement radicalisé par rapport à celui de ses prédécesseurs, soucieux, à la différence de Khomeiny, de préserver une image de conservateurs pragmatiques (Rafsandjani) ou de réformateurs modérés (Khatami). Dès le mois d'octobre 2005, à l'occasion d'une conférence à Téhéran, le Président iranien s'en est pris violemment à Israël. Citant l'Ayatollah Khomeiny, Ahmadinejad affirme que : « Israël doit être rayé de la carte ».² L'homme fort de l'Iran tint parallèlement des propos ouvertement négationnistes, niant l'existence de la shoah et dénonçant « le mythe du massacre des juifs ».

Il proposa d'établir l'Etat sur une partie du territoire de l'Allemagne, de l'Autriche, des Etats-Unis et du Canada. En janvier 2006, commentant l'état de

² Disponible sur www.la-croix.com, consulté le 11 mars 2023.

coma dans lequel se trouvait le Premier ministre israélien Ariel Sharon, il souhaita ouvertement sa mort. « Ceux qui possèdent des stocks d'armes nucléaires se réunissent à plusieurs fois, prennent des décisions et croient que le peuple iranien va se soumettre à leurs décisions », déclara le Président dans un discours à la télévision, ajoutant que le peuple iranien, « indépendant depuis vingt-ans et s'appuyant sur sa détermination », est capable de prendre des décisions selon sa propre volonté.

Enfin, Ahmadinejad énonça vouloir juger George W. Bush devant le « tribunal des peuples », ³accusant l'ancien Président américain de soutenir les crimes du « régime fantoche sioniste » et de détruire les maisons des palaisiens ». Selon le Président, l'ancien Président iranien, Bush n'était pas qualifié pour parler des droits de l'homme et des libertés ». Etant donné ses méthodes. Sur la tribune des Nations Unies, Ahmadinejad menaça de rompre toute discussion en cas d'aggravation dans les négociations sur le dossier nucléaire.

Rayer (ou déplacer) Israël de la carte ne paraît pas une bonne politique (et c'est utopique). L'Etat hébreu nucléaire, n'acceptera pas facilement d'être rayé de la carte. Le régime islamique dans la région n'a pas d'alliances formelles qui peuvent lui être utile en cas d'attaque généralisée, alors que l'Etat hébreux en possède, surtout avec son partenaire de choix les Etats-Unis, ennemi juré du régime islamique.

L'Iran doit se souvenir en 1948 lors de la proclamation de l'Etat d'Israël par vote de l'Assemblée Générale des Nations Unies, que les cinq pays arabes (Egypte, Jordanie, Syrie, Liban et Koweït) l'ont contesté en l'attaquant. Après une série de violents combats, les Israéliens repoussèrent les armées arabes et Israël fut alors soutenu par l'Union soviétique, par les Etats-Unis et par une grande partie des pays d'Europe de l'Ouest. Les exemples sont légion.

Cependant, si le régime islamique veut rayer l'Etat hébreux de la carte, il doit d'abord commencer par créer des alliances avec le monde arabo musulman car c'est son monde naturel, mais malheureusement, plus de la

³ Disponible sur www.jlturbet.net, consulté le 11 mars 2023.

moitié dans le camp de l'Occident reçoit des avantages « économiques sécuritaires (Egypte, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, ...).

Dès son entrée au pouvoir, le Président Morsi a reconnu tous les accords signés avec l'Etat hébreux. Le 8 mars 2023, le Président Abdel Fatah al-Sissi, lors de sa rencontre avec M. Austin, secrétaire américain à la défense réaffirme que : « la volonté de l'Egypte est de renforcer le partenariat stratégique qui le lie aux Etats-Unis dans les domaines militaire et sécuritaire ».

Attaquer directement Israël parce que l'on a acquis l'arme nucléaire comme si c'était l'objectif ultime du régime islamique c'est embraser la région. La Syrie qui a toujours été avec l'Iran, fait face ce jour à une forte rébellion, son sort demeure dramatique.

A supposer que ça soit la vision réelle d'Ahmadinejad, mais cela ne se conçoit pas en diplomatie, car annoncer ouvertement à l'ennemi potentiel sa disparition lui donne aussi le temps de se préparer et surtout en ce moment où le régime islamique cherche à obtenir l'arme nucléaire, Israël peut tout faire pour l'étouffer. On sait très bien l'hostilité d'Israël à l'égard de l'Iran fournisseur d'armes au Hezbollah et Hamas, et que le fait qu'il puisse posséder des armes nucléaires est un danger pour l'existence d'Israël.

Dans ce contexte, Israël, pour se prémunir de toutes futures attaques ne peut laisser le régime islamique maîtriser la bombe atomique, d'où son désir de détruire ses installations qui sont souterraines en grande profondeur. Déjà un virus informatique « Stuxnet » pour preuve a été introduit sur les sites de Natanz et de Bouchehr via clé USB d'un ingénieur russe qui n'était au courant de rien. Ce virus a détruit des centrifugeuses qui enrichissent l'uranium et entièrement paralysé les sites concernés. Certaines estimations fixent à deux ans le retard occasionné pour l'acquisition de l'arme nucléaire.

Les assassinats de scientifiques nucléaires iraniens se sont également multipliés ces dernières années. L'Iran accuse Israël et la CIA d'être derrière ces attentats. Israël ne s'est jamais exprimé sur ce sujet, Léon Panetta, secrétaire américain à la défense a quant à lui démenti toute implication dans ces multiples assassinats. Le dernier date du 11 janvier 2012, un scientifique

travaillant sur le site de Natanz, c'est le quatrième assassinat de ce type en quatre ans.⁴

Donc, l'attitude de l'Iran à l'égard d'Israël semble enracinée dans un sentiment religieux, dans une identification au problème palestinien, et dans l'opposition à Israël et à ses politiques. Pour la République Islamique d'Iran, le judaïsme est une religion, et non une nationalité. Par conséquent, les juifs n'ont pas le droit d'avoir un Etat, en tous cas pas au Moyen-Orient et évidemment pas avec Jérusalem pour capitale.

L'Iran a donc vu le conflit israélo-arabe comme un conflit entre deux pouvoirs diamétralement appposés, une lutte entre la droiture et le mensonge, entre lesquelles aucun compromis n'est possible. L'existence d'Israël symbolise aussi la fragilité du monde musulman. D'après l'Iran, les juifs devraient rester une minorité tolérée dans une société musulmane. Or, au contraire depuis la fondation de l'Etat d'Israël en 1948, et depuis la guerre de six jours et 1967, beaucoup de musulmans vivent sous le contrôle des Juifs. Cela est idéologiquement inacceptable dans le régime islamique.

Aussi, en tant que signataire du TNP, l'Iran a l'obligation de respecter son engagement, fort malheureusement, il s'appuie sur l'article IV du TNP qui garantit à ses activités le droit inaliénable de «... développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques... » et l'Iran affirme que cela autorise ses activités actuelles. Alors que le traité comporte l'article II qui prévoit que les pays non dotés d'armes (ce qui est le cas d'Iran), s'engagent à ne pas en fabriquer ou en acquérir de toute autre manière.

Cependant, le constat est que la menace iranienne contre Israël est allée au-delà des idéologies et des accusations verbales. En effet, une stratégie de communication a été mise en place par le Président iranien. Dans l'un de ses discours publique, il déclare : « nous sommes membres du TPN depuis 34 ans et la loi est de notre côté. Nous sommes l'un des pays qui a reçu le plus

⁴ Le New York Times disponible sur <https://www.courrierinternational.com>, consulté le 11 mars 2023.

d'inspection et l'AIEA a répété inlassablement que nous n'avons aucune activité militaire ».⁵

De plus l'AIEA émet des réserves certes, elle annonce bien que parmi ses contrôles aucun matériel n'a été détourné, mais elle expose aussi qu'elle n'a aucune certitude sur ce qu'elle n'a pas pu observer. C'est un raccourci qui ne peut pas être considéré comme un argument ayant la force que le locuteur veut lui donner.

Il continue en ces termes : « ils nous disent ne le faites pas vous-même nous vous le donnerons, hors dans le passé vous n'avez pas tenu parole, pourquoi vous croire ? Vous ne nous donnez même pas des pièces de rechange pour nos avions. Vous nous sanctionnez, car vous dites que nous sommes, par exemple, contre les droits de l'homme ? C'est sous ce prétexte que vous nous refusez la technologie ? Nous voulons être indépendant et disposer de nous-même. C'est notre droit, nous voulons notre droit, rien en dehors de la loi. Nous sommes pacifiques, nous aimons les autres nations ».

A ce niveau le Président iranien fait parler ses détracteurs ; il peut ainsi s'approprier leurs paroles et donner de crédit à leurs propos. La première idée est que la confiance est rompue à cause des « oppresseurs », l'Iran est une victime. Ensuite, il parle des sanctions et peut être avons-nous là un cri du cœur, quelque chose de personnel « c'est sous ce prétexte que vous nous refusez la technologie » montre que pour le locuteur il existe une hiérarchie des normes et le progrès technologique se situe en dessus des droits de l'homme.

Il fait appel à des principes généraux. Ces phrases renvoient clairement aux principes des peuples à disposer d'eux-mêmes et à la souveraineté d'un état quant au choix de sa politique étrangère. Il termine son discours par une preuve d'amour entre les peuples qui peut s'étonner après l'analyse de son argumentation.

⁵ LOPEZ A., « L'avenir du régime de non-prolifération : la position iranienne dans la crise », Mémoire de fin d'études, Université Toulouse I, 2007-2008, p. 80.

Ses propos sont aussi contradictoires, car le premier semble accepter qu'il n'y a pas d'arme nucléaire fabriquée en Iran étant donné qu'il y a eu passage de l'AIEA sur le territoire iranien ; et le second, confirme la fabrication par Iran d'arme nucléaire le fait d'évoquer les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Sur Channel 4 News où il accordait une interview, non seulement qu'il montre son anti américanisme, mais aussi, cite nommément les Etats-Unis d'Amérique. « Nous sommes membres et nous ne pouvons pas utiliser notre droit à cause de l'hostilité des américains. Les américains ont politisé le dossier à cause de leur haine envers nous et seule l'AIEA devait traiter avec nous ».

CONCLUSION

Cette étude est partie de la question sur les mobiles géopolitique du programme nucléaire. Il se constate la République Islamique d'Iran est dans la procédure d'acquisition effective d'arme nucléaire. C'est la raison pour laquelle, elle emploie une méthode de communication politique agressive, dichotomique et radicale en vue de lui permettre de gagner du temps pour qu'elle réalise son projet. De l'autre côté, elle cherche les alliances stratégiques pour matérialiser son projet.

A ce jour, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et d'autres instances internationales ont du mal à contrôler son programme conformément à l'accord de garantie conclu au titre du Traité de Non-Prolifération et d'autres procédures internationales. La République Islamique d'Iran a même retiré les accréditations aux inspecteurs de l'AIEA. Elle développe la diplomatie de qui consiste pour un Etat à accumuler des puissances en vue de se positionner dans sa zone naturelle et même sur la scène internationale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AVIOUTSKII V., *Géopolitique continentales, le monde au XXIe siècle*, Armand Colin, Paris, 2006.
- BOULANGER P., *Géographie militaire*, Ellipses, Paris, 2006.
- BRAILLARD P. et MOHAMMAD-REZA DJALILI, *Les Relations internationales*, PUF, Paris, 2016.

-
- CAROLE A.D., *Guerre silencieuses, Embargo et blocus au Moyen-Orient de 1948 à nos jours*, Gauthier, Paris 2022.
 - COURMOUNT B., « Après l'Iran : vers une prolifération nucléaire au Moyen-Orient », dans *Revue internationale et stratégique*, n°70, Été 2008.
 - DELPECH T., « Le grand perturbateur, réflexion sur la question iranienne », Grasset, 2006.
 - DIGARD J.P. et HOURCADEB R., *L'Iran au 20^e siècle*, Fayard, Paris, 1996.
 - FERNANDEZ J., *Relations internationales*, 4^e édition, Dalloz, Paris, 2023.
 - fr.m.wikipedia.org
 - GEORGE C., *Le Moyen-Orient*, Flammarion, Paris, 1993.
 - <https://www.courrierinternational.com>.
 - KISSINGER H., *L'ordre du monde*, Fayard, Paris, 2014.
 - www.jlterbet.net
 - www.la-croix.com